

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
 Par porteur ou par la poste,
 Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
 Etranger : Port en sus.

N. B. Ces tarifs ne sont valables que pour 1929.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser
 au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la
 Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	40 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions
 faites en caractères plus petits que ceux du texte du
 Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 7 Mars 1929 portant modification au décret du 23 novembre 1889 réglant l'organisation administrative et financière de l'Ecole Coloniale.	318
Décret du 15 Mars 1929 modifiant le décret du 13 avril 1927 relatif au concours d'admission et à l'organisation de l'enseignement à l'Ecole Coloniale.	318
Décret du 30 Mars 1929 prorogeant jusqu'au 1 ^{er} juillet 1929 l'application des dispositions de l'article 11 de la loi du 1 ^{er} avril 1926 relative aux loyers. (Arrêté de promulgation du 23 avril 1929).	318
Personnel Européen.	319
Magistrature coloniale.	319

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 16 Avril 1929 modifiant l'arrêté du 26 janvier 1928 réglementant la protection et l'usage des voies publiques dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.	319
Arrêté du 23 Avril 1929 rapportant celui du 23 août 1928 portant division du cercle d'Anécho en cantons et nomination de chefs de cantons.	320
Arrêté du 23 Avril 1929 portant obligation d'un certificat médical pour les passagers provenant du cercle de Sokodé et s'embarquant dans les ports du Togo.	320
Arrêté du 23 Avril 1929 modifiant et complétant l'arrêté du 28 janvier 1929 déterminant les conditions d'attribution du logement et de l'ameublement et fixant les taux de la retenue pour logement et ameublement.	320

Arrêté du 23 Avril 1929 portant approbation du budget de la Chambre de Commerce pour l'année 1929.	321
Arrêté du 23 Avril 1929 modifiant l'arrêté n° 354 du 30 août 1926 portant création de <i>clapiers administratifs</i> .	321
Arrêté du 23 Avril 1929 ouvrant le port d'Anécho à l'importation par terre et à l'exportation par mer.	321
Arrêté du 23 Avril 1929 complétant l'arrêté du 26 janvier 1928 réglementant la protection et l'usage des voies publiques dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.	321
Arrêté du 23 Avril 1929 approuvant et rendant exécutoires des rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1928.	322
Arrêté du 23 Avril 1929 approuvant et rendant exécutoires des rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1929.	322
Arrêté du 23 Avril 1929 approuvant et rendant exécutoires des rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1929.	323
Arrêté du 23 Avril 1929 admettant en non valeurs diverses cotes irrécouvrables des contributions directes exercice 1928.	323
Arrêté du 23 Avril 1929 fixant le maximum des provisions pouvant être consenties aux agences spéciales du Territoire.	323
Actes concernant le personnel européen	323
Actes concernant le personnel indigène	324
Boissons alcooliques	324
Conseil d'Administration	325
Dépôts de produits pharmaceutiques	325
Domaines	325
Enseignement	327
Justice indigène	327
Remboursements	327
Subventions	327
PARTIE NON OFFICIELLE	327

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Organisation administrative et financière
de l'école coloniale.**

DÉCRET portant modification au décret du 23 novembre 1889 réglant l'organisation administrative et financière de l'Ecole Coloniale.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 57 de la loi du 17 juillet 1889 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1890 ;

Vu le décret du 23 novembre 1889 réglant l'organisation administrative et financière de l'école coloniale, modifié par les décrets des 31 juillet 1893 et 4 août 1906 ;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 23 novembre 1889 susvisé est modifié ainsi qu'il suit.

ARTICLE PREMIER. — L'école coloniale instituée à Paris relève du ministère des colonies et est administrée par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le ministre.

Le président du conseil d'administration peut être suppléé par le vice-président.

Le directeur de l'école remplit les fonctions d'ordonnateur des recettes et des dépenses.

Un économiste justiciable de la cour des comptes est chargé de la perception des revenus et du paiement des dépenses. Il est tenu de faire, sous sa responsabilité personnelle, toutes les diligences nécessaires pour la perception des revenus : legs, donations et autres ressources affectées au service de l'école ; il est soumis, pour sa comptabilité aux règles fixées par un décret du Président de la République, rendu sur la proposition du ministre des colonies.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 7 mars 1929.
GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le Ministre des Colonies,
ANDRÉ MAGINOT.

**Concours d'admission et d'organisation de
l'enseignement à l'école coloniale.**

DÉCRET modifiant le décret du 15 avril 1927 relatif au concours d'admission et à l'organisation de l'enseignement à l'Ecole Coloniale.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le décret du 26 janvier 1899 portant création d'un conseil de perfectionnement de l'école coloniale, modifié par le décret du 21 octobre 1926 ;

Vu le décret du 15 avril 1927 relatif au concours d'admission et à l'organisation de l'enseignement à l'école coloniale ;

Vu l'avis du conseil de perfectionnement de l'école coloniale ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 18 du décret susvisé du 15 avril 1927 est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 18. — Les fils de professeurs et chargés de cours ou anciens professeurs et anciens chargés de cours de l'école coloniale, qui suivent les cours à titre d'élèves réguliers, d'auditeurs de la section de l'Afrique du Nord ou d'auditeurs libres, sont exonérés du versement des frais d'études. Le même avantage est accordé aux fils des fonctionnaires et anciens fonctionnaires de l'école coloniale.

Les fonctionnaires et officiers coloniaux en congé autorisés à suivre les cours par le directeur de l'école, les élèves de l'école nationale des langues orientales vivantes sont dispensés du versement des droits d'inscription.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 mars 1929.
GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le Ministre des Colonies,
ANDRÉ MAGINOT.

Loyers

ARRÊTÉ N° 183 promulguant au Togo le décret du 30 mars 1929 rendant applicables au Togo et à la Réunion les dispositions de la loi du 28 mars 1929 prorogeant jusqu'au 1^{er} juillet 1929 l'application des dispositions de l'article 11 de la loi du 1^{er} avril 1926 réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 mars 1929 rendant applicables au Togo et à la Réunion les dispositions de la loi du 28 mars 1929 prorogeant jusqu'au 1^{er} juillet 1929 l'application des dispositions de l'article 11 de la loi du 1^{er} avril 1926 réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 30 mars 1929 rendant applicables au Togo et à la Réunion les dispositions de la loi du 28 mars 1929 prorogeant jusqu'au

1^{er} juillet 1929 l'application des dispositions de l'article 11 de la loi du 1^{er} avril 1926 réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation.

Lomé, le 23 avril 1929.
BONNECARRERE.

Décret prorogeant jusqu'au premier juillet 1929 l'application des dispositions de l'article 11 de la loi du 1^{er} avril 1926 relative aux loyers.

(Cahogramme ministériel N° 68 du 16 avril 1929)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Colonies, et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice :

Vu le mandat sur le Togo confié à la France par le conseil de la Société des Nations en exécution des articles 22^e et 119 du traité de Versailles en date du 22 juin 1919 ;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1923 déterminant les attributions du Commissaire de la République Française dans le territoire du Togo ;

Vu décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation des lois, décrets et règlements au Togo ;

Vu l'article 8 du Sénatus consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858 ;

Vu la loi du 1^{er} avril 1926 réglant les rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ;

Vu la loi du 28 mars 1929 prorogeant jusqu'au 1^{er} juillet 1929 l'application des dispositions de l'article 11 de la loi du 1^{er} avril 1926 susvisée ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 28 mars 1929 prorogeant jusqu'au 1^{er} juillet 1929 l'application des dispositions de l'article 11 de la loi du 1^{er} avril 1926 réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation est rendue applicable au Togo et à la Réunion.

ART. 2. — Le Ministre des Colonies et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française, aux Journaux Officiels du Togo et de la Réunion et inséré au Bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 mars 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

ANDRÉ MAGINOT.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

LOUIS BARTHOU.

PERSONNEL EUROPÉEN

Affectations

Par décrets du 14 mars 1929 Sont nommés :

Conseiller à la cour d'appel de l'Afrique équatoriale française, M. MARIANI, procureur de la République à Lomé, en remplacement de M. ANDRIEU.

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Lomé, sur sa demande, M. DESCURS-DESGUERRAINES, président du tribunal de Karikal, en remplacement de M. MARIANI.

Promotion.

Par décret du 22 mars 1929 est promu dans le Corps de Santé des Troupes Coloniales, pour prendre rang du 25 mars 1929 (J. O. R. F. du 24 mars 1929).

Au grade de médecin colonel.

M. VIALA, Pierre, Elie, Maxime, Médecin-Lieutenant Colonel hors cadres, Chef du Service de Santé du Togo.

MAGISTRATURE COLONIALE

Séssion d'examen pour le certificat d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales.

Par arrêté du ministre des colonies en date du 15 mars 1929, la deuxième session d'examen spécial pour l'attribution du certificat d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales sera ouverte au ministère des colonies le jeudi 4 juillet 1929.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Circulation automobile.

ARRÊTÉ N° 179 modifiant l'arrêté n° 66 du 26 janvier 1928 réglementant la protection et l'usage des voies publiques dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES.

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté N° 66 du 26 janvier 1928 réglementant la protection et l'usage des voies publiques dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 30 de l'arrêté n° 66 du 26 janvier 1928 sus-visé est complété et modifié comme suit :

Limiteurs de vitesse. — Tout véhicule automobile circulant dans le Territoire, et dont le poids total (poids du véhicule et de la charge utile) est supérieur à 3.300 kilos doit être muni d'un limiteur de vitesse.

Les limiteurs seront plombés et réglés par l'Administration comme suit :

Véhicules d'un poids total supérieur à 3.300 kilos, mais n'excédant pas 5.000 kilos, et véhicules traînant une seule remorque } 20 kilom.

Véhicules d'un poids total supérieur à 5.000 kilos, et véhicules traînant plusieurs remorques. } 10 kilom.

ART. 2. — Le Chef du secrétariat général, le directeur du service des travaux-publics, le directeur des voies de pénétration et les administrateurs des cercles sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 16 avril 1929.

BONNECARRÈRE

Anécho — Organisation administrative

ARRÊTÉ N° 184 rapportant celui du 23 août 1928 portant division du cercle d'Anécho en cantons et nomination de chefs de canton.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté n° 479 du 23 août 1928 portant division du cercle d'Anécho en cantons et nomination de chefs de cantons ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure rapporté l'arrêté susvisé du 23 août 1928 portant division du cercle d'Anécho en cantons et nomination de chefs de canton.

ART. 2. — L'Administrateur du cercle d'Anécho est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 23 avril 1929.
BONNECARRÈRE.

Police sanitaire maritime

ARRÊTÉ N° 188 portant obligation d'un certificat médical pour les passagers provenant du cercle de Sokodé et s'embarquant dans les ports du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire maritime aux colonies ;

Vu l'arrêté du 9 février 1929 promulguant au Togo le décret susvisé du 27 décembre 1928 ;

Vu l'existence, dans le cercle de Sokodé, d'un foyer endémoépidémique de trypanosomiase ;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun passager ayant séjourné dans le cercle de Sokodé ne pourra s'embarquer dans les ports du Togo s'il n'est porteur d'un certificat médical attestant qu'il est indemne de trypanosomiase ou, dans le cas où il serait atteint de cette maladie, qu'il a reçu les injections destinées à stériliser la circulation périphérique.

ART. 2. — Le Chef du Service de Santé, le Directeur du Service des Voies de Pénétration et du Wharf, et les Administrateurs Commandants de cercles, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 22 avril 1929.
BONNECARRÈRE.

Logement et ameublement

ARRÊTÉ N° 190 modifiant et complétant l'arrêté n° 66 du 28 janvier 1929 déterminant les conditions d'attribution du logement et de l'ameublement et fixant les taux de la retenue pour logement et ameublement

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 7 octobre 1927 portant relèvement des tarifs de solde du personnel des services militaires aux colonies, promulgué au Togo par l'arrêté du 3 décembre 1927 ;

Vu l'arrêté du 28 janvier 1929 déterminant les conditions d'attribution du logement et de l'ameublement et fixant les taux de la retenue pour logement et ameublement ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les officiers qui reçoivent le logement, ou le logement et l'ameublement subissent les retenues prévues par les textes militaires. Il sera tenu compte, dans le taux de la retenue, du nombre de pièces réglementaires fixées par le décret du 16 octobre 1903.

Cette mesure aura son effet pour compter du premier janvier 1929.

ART. 2. — A compter du 1^{er} avril 1929, les taux de la retenue pour logement et ameublement sont fixés ainsi qu'il suit pour le personnel civil.

CATÉGORIE DES LOGEMENTS	RETENUE POUR LOGEMENT PAR PIÈCES (1)	Retenue pour ameublement (ensemble du mobiliier) (1) (2)		OBSERVATIONS
		(1)	(2)	
1 ^{re} catégorie	3%	2%		(1) Il est accordé sur la retenue de logement et d'ameublement, une réduction de 25% par enfant présent à la colonie à la charge du fonctionnaire ou agent logé sans que cette réduction puisse excéder 75%.
2 ^{me} —	2%	2%		
3 ^{me} —	1%	1%		
4 ^{me} —	0,50%	0,50%		
				(2) Sont soumis à la retenue pour ameublement les officiers qui bénéficient de la gratuité du logement au Territoire et auxquels les règlements militaires ne l'accordent pas.

Art. 3. — Le chef du Secrétariat Général, le Directeur des Voies de Pénétration et du Wharf, le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 23 avril 1929.
BONNECARRÈRE.

Chambre de Commerce — Budget 1929

ARRÊTÉ N° 191 portant approbation du budget de la Chambre de Commerce du Territoire du Togo, pour l'année 1929.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la Chambre de Commerce du Territoire du Togo, ensemble l'arrêté du 12 juillet 1928 le complétant ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget de la Chambre de Commerce du Territoire du Togo, pour l'exercice 1929.

Ce budget est arrêté en recettes et en dépenses au chiffre de 553,561 francs.

Art. 2. — Le Président de la Chambre de Commerce, ordonnateur du budget de la Chambre de Commerce, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 23 avril 1929.
BONNECARRÈRE.

Clapiers administratifs

ARRÊTÉ N° 192 modifiant l'arrêté n° 354 du 30 août 1926 portant création de clapiers administratifs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 30 août 1926 portant création de clapiers administratifs ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 3 et 4 de l'arrêté du 30 août 1926 susvisé sont modifiés comme suit :

Art. 3. — *nouveau*. Les Administrateurs des cercles adresseront le 31 décembre de chaque année au Commissaire de la République, au état faisant ressortir la situation des clapiers administratifs, par rapport à l'année précédente, et indiquant :

1° — le nombre de lapins à conserver au clavier administratif ;

2° — le nombre de lapins susceptibles d'être vendus aux enchères publiques ;

Art. 4. — *nouveau*. Les lapins cédés antérieurement à titre de prêts gratuits aux particuliers pourront être exceptionnellement vendus à leurs détenteurs actuels, sur leur demande, à la valeur mercuuriale fixée à 20 francs par tête.

Art. 2. — Le Chef du Secrétariat Général et les Administrateurs des cercles sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 23 avril 1929.
BONNECARRÈRE.

Anécho - Poste de douanes

ARRÊTÉ N° 195 ouvrant le port d'Anécho à l'importation par terre et à l'exportation par mer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application dans le Territoire du Togo placé sous mandat français de la loi douanière du 23 avril 1928 sur le régime douanier colonial.

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

Sur la proposition du Chef du Service des douanes.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le poste des Douanes d'Anécho est rétabli pour le contrôle des produits à l'importation et à l'exportation.

Art. 2. — Le Chef du Service des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 23 avril 1929.
BONNECARRÈRE

Circulation automobile

ARRÊTÉ N° 196 complétant l'arrêté n° 66 du 26 janvier 1928 réglementant la protection et l'usage des voies publiques dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté n° 66 du 26 janvier 1928 réglementant la protection et l'usage des voies publiques dans le Territoire du Togo.

Vu l'arrêté n° 121 du 1^{er} mars 1929 rattachant à la Direction du Chemin de fer et du Wharf l'exécution de l'arrêté n° 66 précité ;

Sur la proposition du Capitaine du génie, Directeur du Chemin de fer et du Wharf ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 17 de l'arrêté n° 66 susvisé : Circulation en sens unique, est complété comme il suit :

La circulation de tous les véhicules dans la rue du Commerce à Lomé ne se fera qu'à sens unique dans l'orientation Lomé-Anécho entre la Rue du Maréchal GALLIENI et la rue qui borde la cathédrale à l'Est — les véhicules, en observant le sens indiqué, ayant la faculté de se rendre dans la rue du Commerce par toutes les rues adjacentes qui y débouchent des deux côtés.

Le sens unique n'affecte pas le mouvement du Chemin de fer qui peut manœuvrer dans n'importe quel sens sur l'une ou l'autre des deux voies ferrées qui desservent la voie urbaine.

Il est formellement interdit à tout véhicule de circuler ou de stationner sur la voie ferrée, laquelle ne peut être traversée qu'aux carrefours et qu'à l'entrée des factoreries situées du côté sud de la rue du Commerce. Quel que soit le sens de la marche du train il appartiendra aux conducteurs de tout véhicule qu'il vienne de la droite ou de la gauche de s'assurer qu'aucun train ne circule sur la voie avant de s'y engager pour la traverser soit aux carrefours soit pour entrer et particulièrement pour sortir des factoreries.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général, le Directeur du Chemin de fer et du Wharf et l'Administrateur Commandant le cercle de Lomé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en vigueur à compter de la date de sa publication au *journal officiel* du Territoire.

Lomé, le 23 avril 1929.
BONNECARRÈRE.

Contributions directes

PAR ARRÊTÉ DU 23 AVRIL 1929 :

Le Conseil d'Administration entendu ;

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires des contributions directes année 1928 détaillés ci-après :

N° des Rôles	CERCLES	NATURE DES IMPÔTS	MONTANT
		Impôt personnel Indigène	
314	Lomé (Cercle) Tsévié	Rôle sup. 1 ^{re} catégorie ...	8.960,—
		Rechts de prestations Indigènes	
315	d°	Rôle supplémentaire.....	3.584,—
		Patentes	
		Principal	Centimes Additionnels
316	d°	Rôle supplém. 150,—	52,50
		Licences	
317	d°	Rôle supplém. 800,—	400,—
		Taxe d'assistance médicale	
		Montant	
318	d°	Rôle sup. 1 ^{re} catégorie ...	5.376,—
		Armes perfectionnées	
319	d°	Rôle supplémentaire.....	40,—

La date de mise en recouvrement est fixée au 25 avril 1929.

Contributions directes

PAR ARRÊTÉ DU 23 AVRIL 1929 :

Le Conseil d'Administration entendu ;

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires des contributions directes année 1929 ci-après :

N° des Rôles	CERCLES	NATURE DES IMPÔTS	MONTANT
		Impôt Personnel	
		a) Européens	
115	Atakpamé	1 ^{re} rôle supplémentaire ..	300,—
		b) Indigènes	
116	d°	1 ^{re} rôle supplémentaire ..	530,—
117	d°	Catégories supérieures...	125,—
		Population flottante	
118	d°	1 ^{re} rôle supplémentaire ..	7.800,—
		Rachat de prestations	
		a) Européens	
119	d°	1 ^{re} rôle supplémentaire ..	56,—
		b) Indigènes	
120	d°	1 ^{re} rôle suppl. - 1 ^{re} catég. ..	232,—
121	d°	1 ^{re} rôle supplémentaire ..	52,—
		Patentes	
		Principal	Centimes Additionnels
122	Lomé (Cercle)	1 ^{re} rôle suppl. 11.786,—	4.123,—
123	Atakpamé	d° 46.100,—	16.138,—
		Licences	
124	Lomé (Cercle)	1 ^{re} rôle suppl. 4.800,—	2.400,—
125	Atakpamé	d° 9.200,—	4.600,—
		Chiffre d'affaires	Montant
126	d°	1 ^{re} rôle supplémentaire ..	479,29
		Assistance Médicale Indigène	
127	Atakpamé	1 ^{re} rôle suppl. - 1 ^{re} catég. ..	298,—
128	d°	Catégories supérieures...	62,50
		Taxe d'Hygiène	
129	d°	1 ^{re} rôle supplémentaire ..	300,—
		Armes perfectionnées	
130	d°	1 ^{re} rôle supplémentaire ..	300,—
		Véhicules	
		Principal	Centimes Additionnels
131	d°	1 ^{re} rôle suppl. 2.040	612,—

La date de mise en recouvrement est fixée au 25 avril 1929.

Contributions directes

PAR ARRÊTÉ DU 23 AVRIL 1929 :

Le Conseil d'Administration entendu,

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires des contributions directes année 1929 détaillés ci-après :

N ^{os} des Rôles	CERCLES	NATURE DES IMPOTS	MONTANT
		Impôt personnel	
		a) Européens	
103	Lomé (Ville)	1 ^{er} rôle supplémentaire ..	4.600,—
		b) Indigènes	
106	Lomé (Cercle)	1 ^{er} rôle supplémentaire ..	203,—
		Rachat de prestations	
		a) Européens	
107	Lomé (Ville)	1 ^{er} rôle supplémentaire ..	932,—
		b) Indigènes	
108	Lomé (Cercle)	1 ^{er} rôle supplémentaire ..	64,—
		Population flottante	
109	do	1 ^{er} rôle supplémentaire ..	40,—
		Assistance Médicale indigène	
110	Lomé (Cercle)	1 ^{er} rôle supplémentaire ..	102,50
		Taxe d'Hygiène	
111	Lomé (Ville)	1 ^{er} rôle supplémentaire ..	4.600,—
		Armes perfectionnées	
112	Lomé (Ville)	1 ^{er} rôle supplémentaire ..	320,—
		Armes non perfectionnées	
113	Lomé (Cercle)	1 ^{er} rôle supplémentaire ..	160,—
		Véhicules	
		principal	Centimes
114	Lomé (Ville)	1 ^{er} rôle suppl. 14.100,—	Additionnels 4.230,—

La date de mise en recouvrement est fixée au 25 avril 1929.

Cotes irrécouvrables

PAR ARRÊTÉ DU 23 AVRIL 1929 :

Le Conseil d'Administration entendu :

Sont admises en non-valeurs les cotes irrécouvrables des contributions directes de l'année 1928 ci-après indiquées :

Ville de Lomé

Impôt personnel sur les Européens	500 fr,00
Rachat de prestations par les Européens	140 fr,00
Taxe d'hygiène	300 fr,00
Taxe sur les armes à feu	20 fr,00

Lomé, le 23 avril 1929.

BONNECARRÈRE

Agences spéciales

ARRÊTÉ N° 201 fixant le maximum des provisions pouvant être consenties aux agences spéciales du territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'article 151 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents modificatifs, notamment le décret du 13 août 1925 ;

Vu l'arrêté du 25 septembre 1925 fixant les encaisses des agences spéciales dans le Territoire du Togo ;

Sur la proposition du Chef du Secrétariat Général ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le maximum des encaisses des agences spéciales est fixé ainsi qu'il suit :

Anécho	} 250.000 francs.
Atakpamé	
Klouto	
Sansanne-Mango	
Sokodé	
Tsévié	

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général, le Trésorier-Payeur et les Commandants de Cercles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 23 avril 1929.

BONNECARRÈRE.

PERSONNEL EUROPÉEN**Affectations**

Par décisions du :

17 avril 1929. — Est et demeure rapportée à compter du 18 avril la décision N° 303 en date du 3 avril 1929 chargeant provisoirement M. PIC des services du cercle d'Anécho sous le contrôle de l'inspecteur des affaires administratives.

Les fonctionnaires embarqués sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé le 17 avril reçoivent les affectations suivantes :

M. VERGES, Administrateur de 1^{re} classe des colonies est nommé commandant du cercle d'Anécho.

M. DAIN, Commis des services civils du Togo est nommé agent spécial au cercle de Mango et remplira également les fonctions de régisseur de la prison et secrétaire du tribunal de cercle, en remplacement de M. ROBERT appelé à d'autres fonctions.

M. ROBERT, Adjoint principal des services civils du Togo, précédemment en service au cercle de Mango est nommé adjoint au commandant de cercle de Sokodé en remplacement de M. MAILLET en instance de départ en congé.

M. ROBERT remplira également et provisoirement les fonctions d'agent spécial, de président du tribunal de subdivision, de secrétaire du tribunal de cercle et de régisseur de prison de Sokodé.

23 avril 1929.— M. le Capitaine DURAIN Paul Emile, de l'Infanterie Coloniale H. C. précédemment chef de la subdivision de Lama-Kara, prend le commandement des Forces de Police du Togo, Bureau Militaire, Service de l'Education Physique et des Sports, Secrétariat Permanent des questions intéressant la Défense du Territoire, Réserves Indigènes.

Mutation

Par décision du :

22 avril 1929.— Le chef surveillant JALLAIS détaché à Bassari, est affecté à Lomé où il remplira les fonctions de mécanicien en remplacement du chef surveillant COUATIN titulaire d'un congé administratif.

L'intéressé aura droit aux indemnités de surveillant et de mécanicien.

Congé

Par décision du :

19 avril 1929.— Un congé administratif de six mois pour en jouir à Paris, est accordé à M. MAILLET, Commis des services civils du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans la colonie.

Un passage pour la France lui est outre délivré sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 4 mai 1929.

Passage

Par décision du :

20 avril 1929.— Un passage de retour par anticipation en première classe (2^{me} catégorie B) de Lomé à Bordeaux est accordé à Madame BONNET, femme d'un médecin capitaine des troupes coloniales hors cadres au Togo, à bord du paquebot *Asie* attendu à Lomé le 18 mai 1929.

Démission

Par décision du :

20 avril 1929.— Est acceptée à compter du 9 avril 1929 la démission de son emploi offerte par M. TENNERONI Ange, précédemment en service au Territoire en qualité de surveillant contractuel des Travaux Publics.

PERSONNEL INDIGÈNE

Mutations

Par décisions du :

16 avril 1929.— Le commis expéditionnaire de 7^e classe Daniel THOMAS, précédemment en service au Cabinet est mis à la disposition du chef de service de Santé à compter du 15 avril 1929.

23 avril 1929.— Le surveillant auxiliaire stagiaire de 3^{me} classe NANDOMA est désigné pour continuer les travaux de réfection de la ligne de Bassari à Sansané-Mango et mis à la disposition de l'Administrateur commandant le cercle de Sokodé.

Titularisations

Par décision du :

20 avril 1929.— La Monitrice stagiaire BOENI Hannie, de l'Ecole Ménagère de Lomé est titularisée dans son emploi en qualité de monitrice de 6^e classe à compter du 23 mars 1929 date à laquelle elle a accompli son année réglementaire de stage.

Le moniteur stagiaire JOHNSON Clément de l'Ecole Régionale d'Anécho est titularisé dans son emploi en qualité de moniteur de 6^e classe à compter du 23 avril 1929 date à laquelle il a accompli son année réglementaire de stage.

Par arrêtés du :

23 avril 1929.— Les commis-expéditionnaires stagiaires de 8^{me} classe dont les noms suivent :

AMEGNIN Faustin, en service au Bureau Militaire ;

ATAGBE Jean, en service au Secrétariat Général ;

SANVEE Emmanuel, en service au Cercle de Klouto ;

sont titularisés dans leur emploi en qualité de commis-expéditionnaires de 8^{me} classe, à compter du 1^{er} mai 1929 date à laquelle expire leur période de stage réglementaire.

23 avril 1929.— Les gardes d'hygiène stagiaires de 3^{me} classe dont les noms suivent :

LAWSON Joseph, CATARIA Joseph, AMOUSSOU Georges,

JOHNSON Jean Baptiste,

sont titularisés dans leur emploi en qualité de gardes d'hygiène de 4^{me} classe (reclassement Arrêté du 23 juin 1928) à compter du 1^{er} avril 1929 date à laquelle expire leur période de stage réglementaire.

Congé

Par décision du :

23 avril 1929.— Un congé annuel de trente jours avec traitement du 1^{er} au 30 mai 1929 est accordé au chef mécanicien de 6^{me} classe FREITAS Jean en service à Lomé pour en jouir à Agoué.

Révocation

Par décision du :

18 avril 1929.— Les gardes frontières de 3^{me} d'ALMEIDA Georges et MORROU Georges en service au poste des douanes de Kwadjovikopé sont révoqués à compter du 16 avril 1929 pour abandon de leur poste.

BOISSONS ALCOOLIQUES

Par décisions du :

16 avril 1929.— Une autorisation définitive d'importation et de mise en vente dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France, est accordée en ce qui concerne le « *Toni vin-Tonic wine* » de la Maison TROWER & SONS DE SAINT-MARY, Hillhouse (Angleterre).

20 avril 1929.— Une autorisation définitive d'importation et de mise en vente dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France, est accordée en ce qui concerne le « *Sterling Brand Schnapps* » de la Maison W. HASBANK & Co. de Schiedam (Hollande).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par arrêté du :

23 avril 1929. — Est nommé membre titulaire du Conseil d'Administration du Togo en remplacement de M. RABE :

M. Dol, Agent fondé de pouvoirs de la C^e. F. A. O.

Sont nommés membres suppléants en remplacement de M.M. Dol et SAINT-DIZIER :

M.M. LECUYER, Agent de la C^e Cotonnière Ouest-Africaine
CHAPPUIS, Directeur de la B. F. A.

**DÉPÔTS DE PRODUITS
PHARMACEUTIQUES**

Par arrêté du :

16 avril 1929. — Sont autorisés, dans les conditions fixées au titre II de l'arrêté du 13 novembre 1928, à tenir des dépôts de produits pharmaceutiques dans les lieux ci-après :

La Compagnie Française de l'Afrique Occidentale « F.A.O. »

A Atakpamé : boutique actuellement gérée par M. PELLEGRIN (Aimée) ;

A Palimé : boutique actuellement gérée par M. AMBACH (Auguste).

La Société Cotonnière Ouest-Africaine « La C.O.T.O.A. »

A Lomé : boutique actuellement gérée par M. AYIVI HOUSSO (Daniel Otto) ;

A Atakpamé : boutique actuellement gérée par M. D'ALMEIDA (Vincent) ;

A Palimé : boutique actuellement gérée par M. ANYÉN (Samuel) ;

A Sokodé : boutique actuellement gérée par M. LAWSON (Edouard).

La Compagnie Générale des Comptoirs Africains « C.G.C.A. »

A Atakpamé : boutique actuellement gérée par M. GALLAS (André) ;

A Palimé : boutique actuellement gérée par M. BARNAUD (Jean Marcel).

M. Botsoe (Eugène), dans sa boutique à Lomé

Les seuls produits et spécialités dont la vente est autorisée dans les dépôts ci-dessus sont ceux figurant aux listes 1 et 2 des articles 7 et 8 de l'arrêté du 13 novembre 1928 précité.

DOMAINES
**Avis de demandes d'immatriculation
au Livre foncier du Cercle de Klouto**

a) Suivant réquisition, n° 566, déposée le 11 avril 1929 le sieur Jacintho Freitas profession de tailleur, demeurant et domicilié à Gapé-Kpodji (Subdivision de Tsevié, Cercle de Lomé) agissant au nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain nu en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 77 ares 07 centiares situé à Palimé, place de la Gare, (Cercle de Klouto), et borné à l'Est par le terrain de

la Gare, au nord par la rue dite Bahnhofstrasse, au sud par la rue dite Agoustrasse, à l'ouest par la rue dite Ringstrasse.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle d'Anécho

b) Suivant réquisition, n° 567, déposée le 16 avril 1929 le sieur Frédéric Body-Lawson profession de chef supérieur de la ville d'Anécho demeurant et domicilié à Anécho, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de la collectivité se composant de :

- 1° — James Laté Lawson
- 2° — Latévi Ben Lawson
- 3° — Tychus Lawson
- 4° — Frédéric Georges Lawson
- 5° — Thomas Wilson
- 6° — Akakpositi

a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant trois constructions dont une à étage avec le rez de chaussée à usage de boutique, et les deux autres à usage de magasins, d'une contenance totale de 18 ares 18 centiares situé à Anécho, (Cercle dudit,) et borné à l'est par terrain à la famille Lawson, au sud par la plage, à l'ouest par une rue non dénommée, au nord par la rue principale d'Anécho.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ladite collectivité et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle de Sokodé

c) Suivant réquisition, n° 568, déposée le 12 avril 1929 le sieur Lasserre Jean, profession de Commerçant, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), agissant au nom et pour le compte de la Maison J. B. Carbou, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Sokodé, d'un immeuble rural, bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier portant deux constructions en maçonnerie à usage commercial. Ledit terrain est coupé par une ruelle allant à la route de Sokodé à la Kara d'une contenance totale de 9 ares 98 centiares situé à Bafilo, (Cercle de Sokodé), et borné à l'est par le marché, au nord, au sud et à l'ouest par terrain domanial.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la Maison J. B. Carbou et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle de Sokodé

d) Suivant réquisition, n° 569, déposée le 12 avril 1929 le sieur Lasserre Jean, profession de Commerçant, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), agissant au nom et pour le compte de la Maison J. B. Carbou a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Sokodé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier portant une construction à usage commercial d'une contenance totale de 16 ares 08 centiares situé à Bassari, (Cercle de Sokodé), connu sous le nom de l'ancienne concession D. T. G. et borné à l'est par terrain domanial, au sud par un propriétaire inconnu, à l'ouest par le marché, au nord par le Zongo.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la Maison J. B. Carbou et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle d'Atakpamé

e) Suivant réquisition, n° 570, déposée le 12 avril 1929 le sieur Lasserre Jean, profession de Commerçant, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), agissant au nom et pour le compte de la Maison J. B. Carbou a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle d'Atakpamé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 1 hectare 52 ares 73 centiares situé à Kpessi, (Cercle d'Atakpamé), et borné à l'est, au sud et à l'ouest par terrain vacant et sans maître, au nord par la route de Niamassila à Kpessi.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la Maison J. B. Carbou et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle de Sokodé

f) Suivant réquisition, n° 571, déposée le 12 avril 1929 le sieur Lasserre Jean, profession de Commerçant, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), agissant au nom et pour le compte de la Maison J. B. Carbou a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Sokodé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier sur lequel sont édifiées diverses constructions à usage d'habitation pour européens et indigènes et d'usine d'égrenage de coton et capok, d'une contenance totale de 27 ares 92 centiares situés à Sokodé, (Cercle dudit), et borné à l'est et à l'ouest par terrain domanial, au nord par une rue, au sud par terrain à Tonu.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la Maison J. B. Carbou et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle d'Atakpamé

g) Suivant réquisition, n° 572, déposée le 12 avril 1929 le sieur Lasserre Jean, profession de Commerçant, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), agissant au nom et pour le compte de la Maison J. B. Carbou a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle d'Atakpamé, d'un immeuble rural, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier portant un magasin en bois et une maison en terre de barre couverte en tôles, d'une contenance totale de 90 ares 17 centiares situés à Sagada, (Cercle d'Atakpamé) et borné à l'est, au sud et à l'ouest par terrain vacant et sans maître, au nord par la route allant vers Tététon.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la Maison J. B. Carbou et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle de Lomé

h) Suivant réquisition, n° 573, déposée le 24 avril 1929 le Receveur des Domaines par intérim demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour le compte du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France, propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un

terrain nu en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 39 ares 45 centiares situé à Lomé, Feuille 3 du plan cadastral, (Cercle de Lomé), parcelle 146/107 et borné au nord, à l'est et au sud par des rues non dénommées, à l'ouest par terrain à Sossoo, Anthony et Joseph Tévi.

Il déclare que ledit immeuble appartient au Territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle de Lomé.

i) Suivant réquisition, n° 574, déposée le 24 avril 1929 le Receveur des Domaines par intérim demeurant et domicilié à Lomé agissant au nom et pour le compte du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France, propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain nu en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 48 ares 45 centiares situé à Lomé, Feuille 3 du plan cadastral, (Cercle de Lomé) connu sous le nom de parcelle 252/115 et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par terrains à Abotsi, Chef Adjallé et Chef Gbenyo et à l'est par terrain à Timothy Anthony.

Il déclare que ledit immeuble appartient au Territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du Conservateur soussigné dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal Civil de Lomé.

Le Conservateur de la Propriété foncière, p. i.

CERVEAUX.

Avis de bornages

Le mercredi 12 juin 1929 à 8 heures 30 du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bagida, (Cercle de Lomé) consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 6 hectares 59 ares 65 centiares, borné au nord par la voie ferrée de Lomé à Aného, à l'est par un propriétaire inconnu, au sud par terrain à Afana, à l'ouest par terrains à Kitegi et Ahuma, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Nelson Wilson Quist, employé de Commerce demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 19 février 1929, n° 558.

Le vendredi 14 juin 1929 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aguevé, (Cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de polygone irrégulier, portant trois constructions à rez de chaussée, en terre de barre, couvertes en tôles d'une contenance de 3 ares 03 centiares, borné au nord par la route d'Aguevé à Mission-Tové, à l'est par terrain à Fievé, au sud par terrain à Kové, à l'ouest par terrain à Adenyo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Robert Benjamin Pelly, commerçant demeurant et domicilié à Aguevé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 25 février 1929, n° 559.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le Conservateur de la Propriété foncière p. i.
CERVEAUX

Concessions

Par arrêté du :

23 avril 1929. — Est approuvée l'attribution provisoire à la *Société des pétroles Shell de l'Ouest Africain Français* Société anonyme ayant son Siège à Dakar, 10 rue Vincennes d'un terrain domanial sis à Lomé, d'une contenance de Vingt Sept ares Soixante Dix Neuf centiares, formant la parcelle n° 2 du terrain immatriculé au Livre Foncier du Cercle de Lomé Volume Un Numéro 336, aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Dix Neuf Mille Six Cents Francs, sous réserve que la valeur de l'immeuble à édifier sur le terrain s'élèvera au moins à Soixante Mille Francs.

23 avril 1929. — Est approuvée l'attribution provisoire à la *Société commerciale de l'Ouest Africain la S. C. O. A.* Société anonyme ayant son siège social à Paris, 69 rue de Miromesnil, d'un terrain domanial d'une contenance de Dix ares Quatre Vingt Centiares, sis à Klabé, Cercle d'Atakpamé, constituant le lot n° 2 du terrain immatriculé au Livre Foncier du Cercle d'Atakpamé Volume I Numéro 58, aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Six Mille Deux Cent Vingt Cinq Francs, sous réserve que la valeur de l'immeuble à édifier sur le terrain s'élèvera au moins à Vingt Cinq Mille Francs.

AVIS

En exécution de l'article 6 de l'arrêté du 1^{er} avril 1927 avis est donné que le plan de lotissement des terrains domaniaux figurant sur la feuille 3 (parcelles 146/107 et 252/115) du plan cadastral de Lomé est tenu à la disposition du public au bureau des Domaines à Lomé et au bureau du Cercle de Lomé. Un délai d'un mois courant de la parution du présent Journal Officiel est imparti pour la production de réclamations qui devront être adressées à l'Administrateur commandant le cercle de Lomé.

Le Receveur p. i. des Domaines
CERVEAUX

ENSEIGNEMENT

Est supprimée pour compter du 15 avril 1929 la bourse scolaire de l'élève Don Amégan de l'école régionale de Palimé.

JUSTICE INDIGÈNE

Par arrêté du :

23 avril 1929. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux nommés SROO, BESSAN, MISSISSO, ADANGISSO, ADANTORUNSI, condamnés à mort par le tribunal de cercle d'Anécho (peine commuée en celle de 20 ans de travaux forcés) par jugement en date du 26 avril 1919, ainsi qu'au nommé Paul Ecou, condamné à 5 ans de travaux

forcés par jugement du tribunal de cercle de Sokodé en date du 5 août 1926. La même mesure est étendue au nommé SALAOU condamné à 3 ans de prison par le tribunal de cercle de Sokodé en date du 3 novembre 1926.

REMBOURSEMENTS

PAR ARRÊTÉ DU 23 AVRIL 1929 :

Le Conseil d'Administration entendu :

Est autorisé au profit de la *Société des Transports de l'Afrique Occidentale* le remboursement de la somme de 3.451 fr, 40 centimes indument perçue au titre de droits des douanes.

PAR DÉCISION DU 23 AVRIL 1929 :

Le Conseil d'Administration entendu :

Est autorisé le remboursement :

1°) à M. J. B. CARBOU, de la somme de deux cent cinquante huit frs. quinze centimes (238,15) ;

2°) aux *COMPTOIRS COLONIAUX*, de la somme de sept cent cinquante six frs. cinquante centimes (756,50), pour marchandises perdues par le chemin de fer.

Ces dépenses seront imputées au budget annexe du chemin de fer et du wharf — exercice 1929 — chapitre V, article 3. — §. 1. — Dépenses diverses et imprévues.

SUBVENTIONS

Par arrêté du :

23 avril 1929. — Une subvention de cinq cents francs, à charge de justification d'emploi, est accordée à la Mission Catholique de Togoville (Cercle d'Anécho) pour permettre l'achat de matériel nécessaire à l'exécution de travaux agricoles. La dépense sera imputée aux budget local exercice 1929, chapitre XIII, article 3, paragraphe 3.

Par décision du :

23 avril 1929. — Il est alloué à Madame GRANDJEAN, gérante de « l'Hôtel de France » à Lomé, une subvention de 5.000 francs. La dépense sera imputée sur les crédits du chapitre 15 article 4 paragraphe 2 du budget local exercice 1929.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

AVIS DE PERTE DE TITRE

1^{er} Avis

En exécution des dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière, il est donné avis de la perte de la copie du titre foncier Numéro quatre vingt dix sept du Cercle de Lomé.

Une source de revenus que vous ne devez pas négliger

LES VOITURES UTILITAIRES

CITROEN

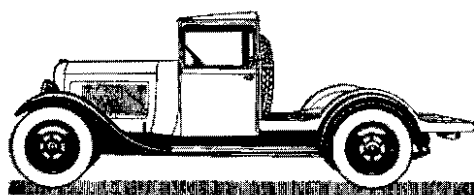
10cv **C⁴**

CHARGE UTILE
500 Kgs et 1.000 Kgs

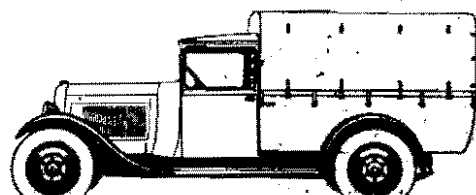
LE MODE DE TRANSPORT

LE PLUS ÉCONOMIQUE

Avec une voiture utilitaire CITROEN
Vous pourrez étendre votre rayon d'action,
Visiter votre clientèle, effectuer vos livraisons.
Grâce à ce mode de transport peu coûteux
Vous augmenterez votre chiffre d'affaires
Et par conséquent vos bénéfices.



Le Plateau de 1.000 K^{os} C.4.
27.500 .—



La Camionnette Bâchée de 1.000 K^m C.4.
32.500 .—

Tous autres modèles sur demande

Renseignements et Essais

J. B. Carbou

Concessionnaire Exclusif des Automobiles Citroën

Lomé (Togo)

Pièces détachées — Réparations — Location de voitures

La première voiture française construite en grande série

La

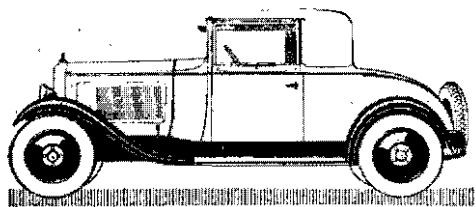
CITROËN

C⁶

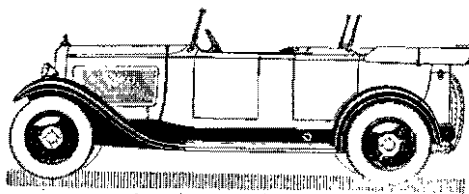
Apportant aux plus récentes découvertes de la technique automobile des améliorations dont leurs Laboratoires ont prouvé scientifiquement la supériorité, les Usines Citroën ont créé la C-6, la voiture 6 cylindres la plus parfaite qui ait été réalisée à ce jour.

L'Outillage formidable dont elles disposent a pu permettre — grâce à sa construction en grande série — de l'établir à un prix extraordinaire de bon marché.

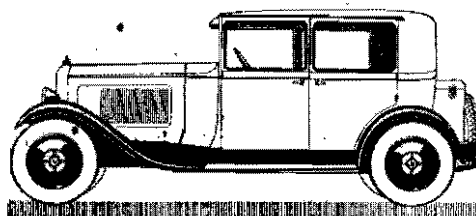
Moteur souple et puissant, permettant de passer de 8 à 105 Klm. à l'heure en prise directe — Carrosserie tout acier, large et confortable — Stabilité remarquable à toutes les allures — Freinage énergique par servo-frein — Tenue de route exceptionnelle.



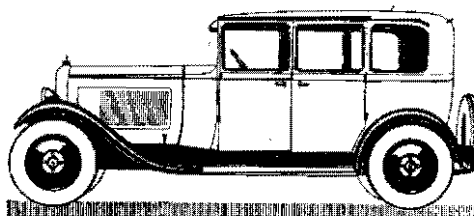
Le Cabriolet C.6.
37.000 .—



Le Torpédo C.6.
31.000 .—



La Berline C.6.
36.000 .—



La Conduite Intérieure C.6.
36.000 .—

Renseignements et Essais

J. B. Carbou

Concessionnaire Exclusif des Automobiles Citroën

Lomé (Togo)

Pièces détachées — Réparations — Location de voitures

Bon sang ne saurait mentir

LA C⁴ CITROËN

CONTINUE LA GLORIEUSE TRADITION DE LA B. 14, DONT ELLE
POSSÈDE TOUTES LES REMARQUABLES QUALITÉS

ELLE EST EN OUTRE :

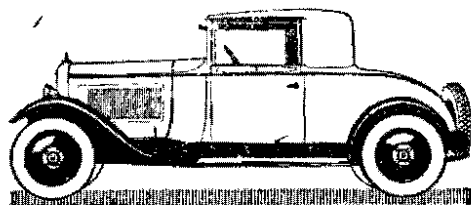
PLUS PUISSANTE : alésage augmenté de 2^m/_m. - Vitesse 90 à l'heure.

PLUS STABLE : voie augmentée de 9^c/_m. - Hauteur diminuée de 6^c/_m.

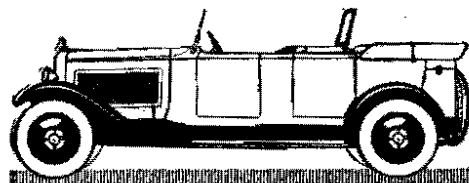
PLUS CONFORTABLE : carrosserie élargie à l'AV. et à l'AR. 

Silence encore accru.

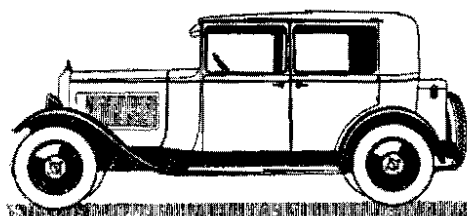
PLUS ÉLÉGANTE Nouveau capot allongé se raccordant parfaitement
avec la carrosserie.



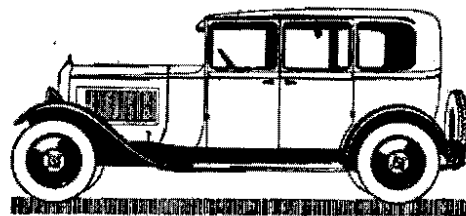
Le Cabriolet C.4.
32.000 .—



Le Torpédo C.4.
26.000 .—



La Berline C.4.
31.000 .—



La conduite Intérieure C.4.
31.000 .—

Renseignements et Essais

J. B. Carbou

Concessionnaire Exclusif des Automobiles Citroën

Lomé (Togo)

Pièces détachées — Réparations — Location de voitures

BANQUE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE

Anciennement « Banque Française de l'Afrique Equatoriale »

Fondée en 1904

Siège Social: 23, Rue Taitbout, — PARIS (9^e)

CAPITAL : Frs. 50.000.000

RÉSERVES : » 14.800.000

Délivrance de chèques sur les Colonies, la France & l'Etranger

**AVANCES — ACCREDITIFS — ESCOMPTES — DEPOTS
TRANSFERTS DE FONDS — CHANGE**

Crédits documentaires — Avances sur marchandises

AGENCES EN AFRIQUE :

SÉNÉGAL	DAKAR, RUFIQUE — KAOLACK ST. LOUIS
SOUDAN	BAMAKO, KAYES
GUINÉE FRANÇAISE	CONAKRY
COTE D'IVOIRE	GRAND - BASSAM, ABIDJAN
TOGO	LOMÉ
DAHOMÉY	COTONOU, PORTO-NOVO
CAMEROUN	DOUALA, YAOUNDÉ
GABON	LIBREVILLE, PORT-GENTIL
CONGO FRANÇAIS	BRAZZAVILLE, BANGUI

AGENCES EN FRANCE :

BORDEAUX	37, ALLÉES DE TOURNY
MARSEILLE	33, RUE DE LA DARSE
LE HAVRE	10, RUE EDOUARD LARUE

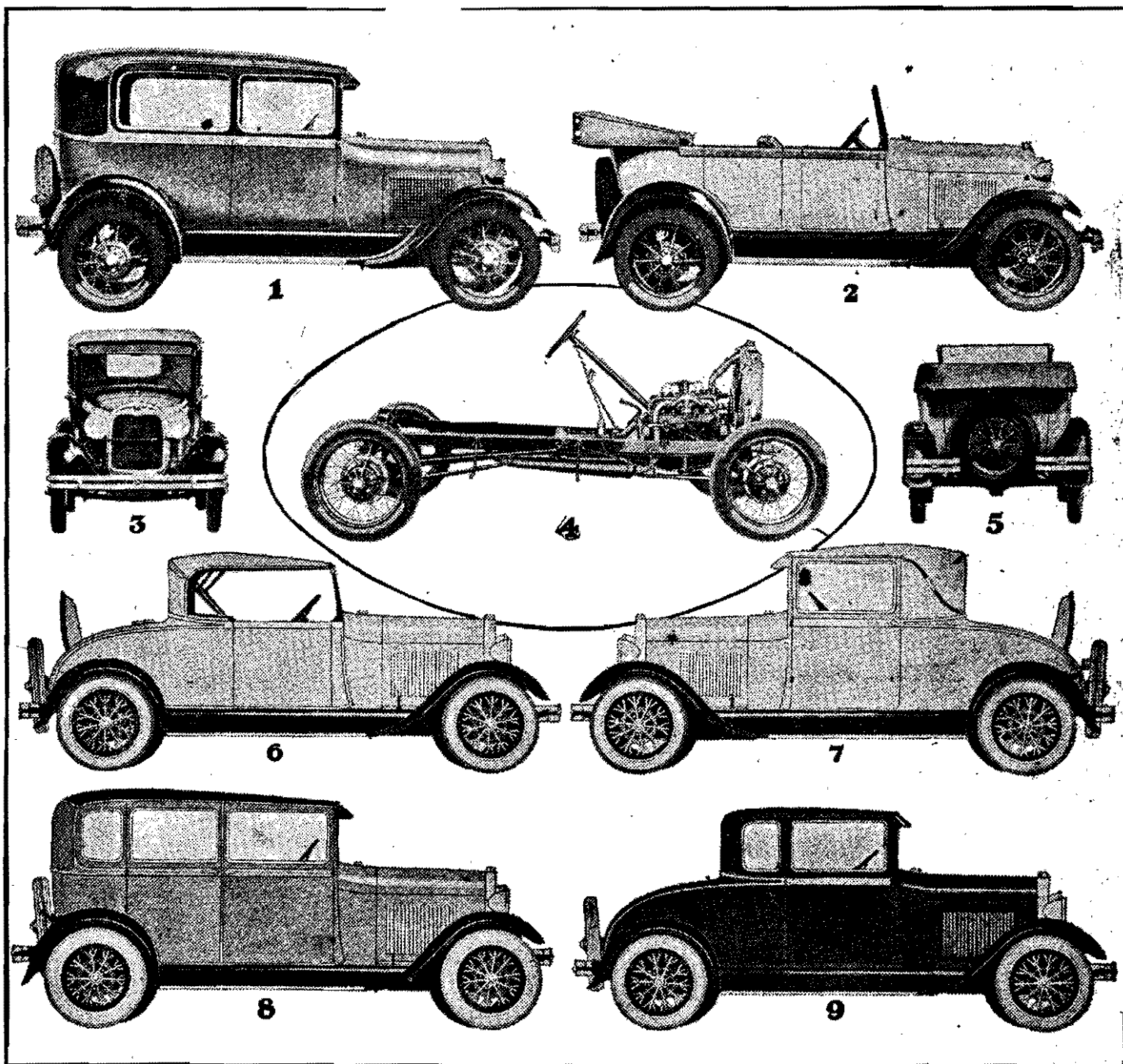
CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER.

R. C. Seine 119.515

Adresse télégraphique : **EQUATBANK.**

FORD

Il est maintenant reconnu que les nouveaux véhicules FORD sont les seuls capables de donner entière satisfaction en Afrique; ils sont robustes, rapides, souples, confortables et surtout économiques (Consommation maxima 13 litres aux 100 Kilomètres.) Prix très avantageux.



- | | |
|--|---|
| 1. La Conduite Intérieure 2 portes "Tudor" £ 220.- | 7. Le Coupé "Sport" £ 225.- |
| 2. La Touriste "Phaeton" £ 185.- | 8. La Conduite intérieure 4 portes "Fordor" £ 240.- |
| 3. Vue avant de la "Tudor" | 9. Le Coupé £ 225.- |
| 4. Le Nouveau Chassis, 1 Tonne £ 145.- | Le Chassis une tonne et demie est |
| 5. Vue arrière de la Touriste "Phaeton" | vendu à £ 185.- |
| 6. Cabriolet 3 places "Sport Roadster" £ 185.- | La Camionnette £ 180.- |

Pour tous renseignements s'adresser chez :

Messrs. G. B. OLLIVANT & Co. Ltd. Agents de Messrs. FORD, pour le Togo.

L'HUILE

SUR LAQUELLE ON PEUT
RÉELLEMENT COMPTER

Les trois-quarts des pannes de moteur proviennent d'un graissage négligent ou de l'emploi d'une huile mal appropriée.

Voilà pourquoi les personnes avisées, qui ne peuvent se dispenser de leur Auto, exigent la « *VEEDOL* » — l'huile de qualité, qui donne la fameuse « *pellicule de protection* » — faite pour résister à une température supérieure de 100 degrés à celle du point de frottement le plus chaud de votre Moteur.

Seuls distributeurs :
G. B. OLLIVANT & Co. LTD.

VEEDOL

HUILES & GRAISSES ÉCONOMIQUES.

Je suis frais !... .

J'ai grillé une bielle.—

J'aurais dû prendre du

VEEDOL



LA C^{IE} AFRICAINE D'ENTREPRISES

TRAVAUX PUBLICS ET PARTICULIERS ENTREPRISE GÉNÉRALE

Anciennement MOROSINI

SIÈGE SOCIAL A ABIDJAN — SUCCURSALES A GRAND-BASSAM — ABIDJAN
COTONOU — PORTO-NOVO — LOMÉ

Bureau Technique à Paris

A l'honneur de faire savoir à Messieurs les Chefs des Services Administratifs et à Messieurs les Commerçants du Togo que son représentant à Lomé, et son bureau technique de Cotonou — sont à même dès maintenant de faire toutes études et constructions de tous immeubles — Travaux de grosses et petites réparations — Entretien etc.

Quelques unes de nos références

Ministère des Colonies
Ministère des Postes
Gouvernement Général de l'A. O. F.
Gouvernement du Sénégal
Gouvernement de la Guinée
Gouvernement de la Côte d'Ivoire
Gouvernement du Dahomey
Gouvernement du Soudan
Gouvernement de la Haute Volta
Cie de Navigation des Chargeurs Réunis
Cie de Navigation Elder Dempster

Cie de Navigation Aérienne
Banque de l'Afrique Occidentale
Banque Française de l'Afrique
Banque Commerciale Africaine
Institut Pasteur
Direction de l'artillerie de l'A. O. F.
F. A. O. — S. C. O. A. — C. G. C. A. — Lecomte
C. G. A. F. — C. I. C. A. — C. R. O. A.
Cie Française de Kong
Africaine Française — Ollivant — William King
Woodin etc. etc.

Quelques uns de nos travaux

Les réservoirs à Mazout du port de Dakar
Les quais des caboteurs à Conakry
Les travaux de supestructure du chemin de fer de Conakry au Niger
L'Institut Pasteur à Kindia
La jetée en mer à Sassandra
Le boulevard Treich Laffene à Grand-Bassam

Et plusieurs centaines de Bâtiments divers — Pavillons pour Gouverneurs — Chambres de Commerce — Écoles — Casernes — Églises — Hôpitaux — Frigorifiques — Poudrières — Hôtels des Postes — Palais de justice — Banques — Résidences — Factoreries — Logements de fonctionnaires etc. . . .

Quelques uns de nos ouvrages en cours d'exécution

A LOMÉ

Nouvel immeuble de la Cie Elder Dempster
Nouvel immeuble de la Cie Chargeurs Réunis

A COTONOU

Hôtel des Douanes
Nouveau magasin du wharf
Commissariat de police
Nouveaux immeubles de la C. G. C. A.
Nouvel immeuble de la B. A. O.

A OUIDAH (Dahomey)

Grand Séminaire St Gall
Chapelle Sainte Thérèse

A PORTO-NOVO

Imprimerie du Gouvernement

A ABOMEY (Dahomey)

Maternité

A GRAND-BASSAM

Grand marché ouvert

A ABIDJAN

Nouvelle cité du Chemin de fer
Hôtel des Postes
Factorerie Cla
Prolongement des quais lagunaires

De Tout
Pour Tous
c'est la devise de
**la Semaine
Vermot**

28 pages, grand format : 1 fr. 50

Rédaction et Administration :
38, Rue Gay-Lussac, PARIS (5^e)

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

" A la Tour Eiffel "

JOYEROT & JACOT

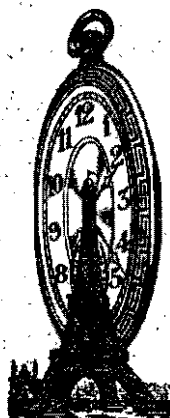
5, Grande Rue - BESANÇON - France

Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envoi de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés



GEOMETRIE

M. J. O. Broughton Lamikap

Géomètre patenté a l'honneur d'informer le public qu'il se tient à son entière disposition pour dresser les plans de terrains, palmeraies, maisons etc. etc. en vue de leur immatriculation ou de l'obtention d'un certificat administratif.

LA SOCIETE MINIERE & AGRICOLE DE MARCORY

à COCOVILLE par Grand-Bassam, Côte d'Ivoire,
tient, en quantités illimitées, à la disposition des planteurs:

A — des noix de cocos sélectionnées à 0,75 pièce.

**B — des plants de cocotiers de 15 à 18 mois à 5 frs. le pied par unité
et à 4 frs. pour les commandes de 100 et au delà.**

Ces prix s'entendent pour noix & plants pris à la plantation de la Société.

Référence: **BANQUE COMMERCIALE AFRICAINE à GRAND BASSAM.**

WOERMANN - LINIE

Deutsche Ost-Afrika Linie

Hamburg Amerika Linie (Service d'Afrique)

Hamburg Bremer Afrika Linie

SERVICES RÉGULIERS DE COURRIERS, PASSAGERS ET CARGO

entre

**Hambourg, Brême, Rotterdam, Anvers, Southampton, Lisbonne,
Madères et les Canaries, la Côte occidentale d'Afrique,
l'Angola, le Sud Ouest, l'Afrique du Sud et de l'Est.**

Les nouveaux paquebots "Ussukuma et Wagoni"
partent le 21 de chaque mois de Lomé à Southampton et Boulogne s. m.

CONFORT, SERVICE SÉRIEUX, TABLE EXCELLENTE.

Les cargos n'ont pour les passagers qu'un accommodement limité (classe unique)

Tous renseignements au sujet des dates d'arrivée et de départ,
ainsi que toutes informations en général, peuvent être obtenus au bureau :

*Avenue du Maréchal Foch,
Lomé.*

Adresse Télégraphique: WESTLINIE.